

Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: 131 (1986)
Heft: 7-8

Artikel: À propos d'un article de la "Pravda"
Autor: Meuron, Luc de
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-344716>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 13.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

A propos d'un article de la *Pravda*

par Luc de Meuron

Dans *Le Matin* du 1^{er} septembre 1985, Claude Monnier, directeur du *Temps stratégique*, portait sur le comportement des Etats-Unis et de l'URSS un jugement d'une audacieuse sérénité: «Aujourd'hui, les grandes puissances, lassées de porter la responsabilité du monde sur leurs épaules, si elles menacent toujours d'intervenir dans les affaires d'autrui (vieille habitude), interviennent en réalité de moins en moins.» On voit mal sur quoi s'appuie Cl. Monnier pour se livrer à une telle placide affirmation au moment où, tout au contraire, on assiste au développement d'une énergique politique reaganienne de défense active de la démocratie et des intérêts américains dans toutes les parties du monde. De leur côté, l'URSS et certains de ses alliés-satellites n'ont reculé nulle part d'un pouce et continuent à nourrir des foyers d'agitation nombreux, sans compter la guerre ouverte dont l'Afghanistan est la douloureuse victime depuis bientôt sept ans.

En tout cas, il serait risqué d'affirmer que l'URSS, aux prises avec d'évidentes et graves difficultés économiques, aurait modifié sa ligne de conduite qui, nettement agressive sous Brejnev, serait devenue beaucoup plus mesurée. Comme il serait osé de prétendre que cette soi-disant modération serait due à de sérieuses

divergences de vues entre la direction politique du Parti communiste de l'Union soviétique (PCUS) et certains chefs de l'armée. Pourtant, l'été passé, quelques commentateurs de presse s'étaient crus autorisés à faire grand cas d'un texte paru dans la *Pravda* du 16 août 1985, qui, selon eux, laisserait entendre que le haut commandement des Forces armées avait alors besoin d'un énergique rappel à l'ordre. En fait, dans cet article fleuve publié sur douze colonnes, l'auteur (collectif sans doute) n'a pas dit autre chose que tous les porte-parole officiels du PC soviétique depuis Lénine: le parti doit exercer et exerce une prééminence indiscutée sur les forces armées. «Sans la direction du parti qui est le noyau des forces armées, a souligné la *Pravda*, celles-ci seraient incapables de remplir leur vocation historique.» Mais quelle est cette vocation historique? Lénine l'a définie nettement dès la révolution d'Octobre: l'armée Rouge a pour objectif majeur de défendre ce premier Etat socialiste du monde qu'est devenue la Russie le 25 octobre 1917. «Ce qui compte, disait le fondateur de cet Etat *sui generis*, c'est d'être le plus fort. Et de vaincre au moment décisif dans le lieu décisif.» Plus récemment, l'un de ses successeurs, Leonid Brejnev, précisera en toute clarté l'objectif ultime que doit atteindre le communisme en action: «Les communistes

sont et demeurent des combattants. Le triomphe intégral du socialisme dans le monde est inéluctable.» (24^e Congrès du PCUS.)

Et, à l'intention de ceux qui s'étonnaient naïvement de voir le même Brejnev prôner en même temps la «détente», celui-ci avait pris bien soin de déclarer que «la détente comme coexistence pacifique ne concerne que les relations entre Etats [et] n'abroge et ne saurait abroger en aucune façon les lois de la lutte des classes.» C'est pourquoi, pour arriver à ses fins, comme l'a rappelé Alexandre Zinoviev dans son *Homo Sovieticus*, le Parti communiste de l'URSS dispose d'un «appareil docile», d'une armée «toujours servie la première» et d'une «expérience irremplaçable».

Cette armée, a insisté la *Pravda* du 16 août 1985, «ne peut rester à l'écart du peuple», car «les armements et la technique militaire sont la propriété du peuple». De plus, des liens étroits et organiques doivent exister et ne pas cesser de se renforcer entre «les organes politiques encadrant les unités militaires» et «les organisations locales du parti». Autant dire que l'armée soviétique doit être au premier chef et constamment au service du parti, ce qui, par définition, doit exclure la moindre faille entre les dirigeants politiques de l'Etat et le haut commandement des Forces armées. Ainsi, en aucun cas, l'armée ne saurait être ou devenir une organisation peu ou prou indépendante du parti, car ses chefs ne sont en réalité que des militants

communistes de haut rang chargés d'assumer au mieux la tâche que leur impose l'Etat-parti soviétique.

Après quoi, la *Pravda* a adressé un vibrant appel à la jeunesse soviétique qui aurait tendance à manquer de vigilance et, surtout, à nourrir des «aspirations pacifistes face à la politique militariste et agressive de l'impérialisme». Nos chers jeunes pacifistes, représentés, paraît-il, par le Cartel suisse des associations de jeunesse, enfant chéri du Département fédéral de l'intérieur, ne sont donc pas près de fraterniser avec un cartel similaire qui surgirait un jour en URSS pour apporter sa pierre à la «construction de la paix» universelle! Bien au contraire, a recommandé la *Pravda*, «il est indispensable d'élever la conscience de classe de la jeune génération, de l'éduquer dans un esprit d'intransigeance à l'égard des ennemis de la paix et de la sécurité des peuples», tout cela, bien entendu, au nom «de la justesse et de l'invincibilité du socialisme».

En conclusion, tout doit être fait pour que les Forces armées de l'URSS puissent remplir leur «mission internationaliste». On ne saurait donc s'étonner qu'une telle «mission» soit rappelée de temps en temps officiellement et publiquement, ce dont la *Pravda* a été chargée l'été passé d'une manière peut-être un peu plus impérative que d'autres fois, il est vrai.

Il était donc tout à fait normal qu'après son accession au poste de secrétaire général du PCUS, Mikhaïl Gorbatchev fasse connaître, de ma-

nière indirecte, mais très ferme, sa volonté de faire observer scrupuleusement les enseignements du parti dans le domaine militaire. Il était également indiqué qu'au moment où le général Yepichev (77 ans) venait d'abandonner ses fonctions de chef du Département politique de l'armée, son successeur, le général Lizitchev (57 ans) se voit rappeler l'importance de sa tâche de premier responsable de l'application de la ligne du parti dans les Forces armées de l'Union soviétique.

D'ailleurs, pour couper court aux bruits qui avaient circulé sur de graves divergences de vues entre l'armée et le parti, le Politburo a eu soin de mettre en vedette le maréchal Sokolov, ministre de la Défense, à l'occasion de la commémoration de la révolution d'Octobre. C'est, en effet, ce maréchal qui fut chargé de prononcer le discours officiel précédant le défilé militaire sur la place Rouge le 7 novembre, discours où il déclara avec force que la direction du parti était décidée à «renforcer inlassablement la puissance économique et défensive de l'Etat, ainsi qu'à doter les forces armées de l'URSS de tout le nécessaire». Cette déclaration, conforme à la ligne suivie par le PCUS depuis des dizaines d'années, confirme à l'évidence que la stratégie politico-militaire de l'URSS ne change et ne changera pas.

*

* * *

Mais, dira-t-on, cela n'explique pas pourquoi le maréchal Ogarkov, ancien

Chef de l'état-major général des Forces armées, ancien Premier vice-ministre de la Défense de l'URSS, a été démis de ses fonctions en août 1984 et se trouve aujourd'hui sur la touche, confiné apparemment dans une fonction de seconde importance, puisqu'il ne figure plus au premier rang des personnalités militaires les plus représentatives de l'Union soviétique. S'il est, en effet, bien difficile de préciser aujourd'hui la nature des nouvelles responsabilités du maréchal, il est certain que M. Gorbatchev ne le considère nullement comme étant tombé en disgrâce, puisque N. V. Ogarkov a été élu, au 27^e Congrès du parti de février dernier, membre du Comité central du PCUS. Cette marque d'honneur et de confiance ne peut tromper, l'ancien chef de l'état-major général est soigneusement tenu en réserve parce que sa carrière militaire est considérée comme loin d'être achevée.

D'ailleurs, il aurait été difficile de se débarrasser froidement d'un chef militaire de la trempe d'Ogarkov sans risquer de mettre en question les décisions du 26^e Congrès du parti que le maréchal avait été chargé de présenter dans un ouvrage paru sous le titre *Toujours prêt à défendre la Patrie*. Ce livre de quatre-vingts pages, édité par le Ministère de la défense de l'URSS en 1982, est un très suggestif condensé de la doctrine militaire soviétique, inspirée tant par «les théories du marxisme-léninisme» que par «une analyse de la situation politico-mili-

taire du monde». On ne saurait donc être surpris que le maréchal attribue «l'augmentation du danger de guerre» au seul «accroissement de l'agressivité de l'impérialisme» et en conclue à «la nécessité objective d'un renforcement de la puissance défensive de l'Etat soviétique, notre Patrie soviétique».

D'ailleurs, ce livre a été si peu oublié que le correspondant du *Figaro* à Moscou a pu rappeler le 24 décembre 1985, soit quinze mois après le «limogeage» du maréchal, qu'on ne saurait trouver une définition de la doctrine militaire soviétique plus cohérente que dans *Toujours prêt à défendre la Patrie*. Cette doctrine, précise le journaliste, «est le résultat d'un bouleversement technologique: l'apparition des «armes intelligentes» qui ont soudain démodé le tout-nucléaire». C'est précisément ce que le maréchal Ogarkov lui-même avait déclaré en substance dans une interview accordée à *L'Etoile rouge* en mai 1984: «Les engins conventionnels sont devenus à ce point efficaces que l'hypothèse d'un conflit global sans utilisation du nucléaire n'est plus à écarter.»

C'est ainsi qu'aux yeux du maréchal Ogarkov (et de nombreux spécialistes militaires de l'Est comme de l'Ouest), la guerre de demain pourrait exclure le recours aux armes nucléaires stratégiques parce que les «engins conventionnels» sophistiqués permettraient d'assurer à l'attaquant un succès foudroyant dès le début des hostilités. Une telle guerre éclair suffirait ainsi à désorganiser irrémédiablement les for-

ces principales de résistance de l'adversaire qui serait ainsi amené à reconnaître que l'utilisation du tout-nucléaire ne pourrait avoir d'autre résultat que de parachever sa propre ruine. La rupture décisive du front ennemi avait exigé quelques jours en mai 1940; elle ne réclamerait plus que quelques instants, comme l'a prédit le général Gallois dans son récent ouvrage intitulé *La guerre des cent secondes*.

Voilà pourquoi — que l'équilibre de la terreur nucléaire soit maintenu vaille que vaille ou pas, ou que, au prix d'ardues négociations, les deux super-puissances soient arrivées d'ici quelques années à une substantielle réduction des armes nucléaires (ce qui est pour l'instant du domaine du rêve) — les armes conventionnelles sont appelées à remplir un rôle de toute première importance. D'où l'évolution récente de la doctrine militaire soviétique à la constante mise au point de laquelle rien n'interdit de penser que le maréchal Ogarkov travaille en ce moment avec assiduité... De plus, cette doctrine nécessite sur le plan politique toute une série d'initiatives que M. Gorbatchev multiplie depuis l'année passée. En effet, la diplomatie soviétique ne cesse de déployer de grands efforts pour que, dans le monde occidental, se répande un climat de rejet de toute possibilité d'utilisation des armes stratégiques nucléaires. C'est pourquoi il n'est pas exclu que le très grave accident de Tchernobyl concoure paradoxalement à servir les

intérêts militaires de l'URSS en renforçant ce sentiment de peur panique qui a gagné des millions d'Occidentaux et qu'entretennent soigneusement des dizaines de milliers d'écolos et de soi-disant «pacifistes».

Rien donc de surprenant que, dans son livre *La foudre et le cancer* paru en 1985, le général français Jean Delaunay, ancien chef d'état-major de l'armée de terre, n'ait pas hésité à décrire avec minutie ce que pourrait être le scénario d'une guerre éclair déclenchée contre l'Europe centrale et occidentale. Le prétexte en serait vite trouvé: il s'agirait pour l'URSS de prévenir une «sauvage» agression imminente de l'ennemi impérialiste car, comme l'a écrit en toute tranquillité le maréchal Ogarkov: «Il est bien connu du monde entier que l'Union soviétique n'a jamais menacé ni attaqué qui que ce soit. Les plus de soixante ans d'histoire du premier pays des Soviets au monde témoignent de cela de manière convaincante!»

Mais, malheureusement pour son auteur, une telle affirmation ne peut guère emporter la conviction de ses lecteurs, puisque, un peu plus loin, le maréchal souligne lui-même que «les conditions favorables ont été créées pour des révolutions victorieuses dans nombre de pays d'Europe et d'Asie, pour la formation d'un système socialiste mondial et l'essor impétueux de la lutte des peuples pour leur libération nationale». En effet, étant donné que l'ancien chef de l'état-major général a soin de nous rappeler que «la dialecti-

que marxiste enseigne que les objets, les phénomènes et les évolutions [...] sont liés entre eux organiquement et réagissent mutuellement les uns sur les autres», les luttes «des peuples pour leur libération» ne sauraient à l'évidence laisser l'URSS indifférente. Car on voit mal la «patrie du socialisme» rester l'arme au pied au moment où des «forces de progrès» feraient appel à elle pour qu'elle les aide dans leur lutte en faveur de l'établissement d'un «système socialiste mondial» ... Il est vrai que l'opération afghane n'a guère démontré la parfaite adaptation de la théorie aux réalités!

Il serait cependant parfaitement illusoire d'imaginer que l'insuccès patent de cette opération va dissuader les dirigeants soviétiques de toute récidive, car, comme l'a enseigné Lénine, ce «chef militaire talentueux», ce «stratège éminent» (Orgakov dixit), «le passage du capitalisme au communisme, c'est une époque historique complète. Tant qu'elle n'est pas terminée, il est inévitable que subsiste chez les exploités l'espoir de sa restauration, et cet espoir se transforme en tentatives de restauration».

La doctrine veut donc que l'URSS empêche ces tentatives de restauration et recoure à tous les moyens propres à déconcerter, à désarçonner, à désarmer, aussi bien politiquement que militairement, l'adversaire-exploiteur dont la liquidation finale est prophétisée par le dogme marxiste-léniniste. Et, puisque la tactique du salami du stalinien Mátyás Rákosi a si bien

réussi sur le plan politique, en Hongrie et ailleurs, pourquoi, se dit-on à Moscou, ne pourrait-elle pas assurer des succès aussi spectaculaires sur le plan militaire, en évitant ainsi qu'un conflit localisé ne se transforme en une guerre généralisée que le recours au tout-nucléaire ne manquerait pas de déclencher?

En rappelant cette tâche essentielle que Lénine a assignée à la «patrie du socialisme», le maréchal Ogarkov, «limogé» ou pas, n'a donc nullement exprimé un point de vue personnel. L'un de ses pairs, le maréchal Gretchko, s'est montré encore plus précis et incisif: «L'Etat soviétique [...] s'oppose activement à la contre-révolution et à la politique d'oppression, il aide la lutte de libération nationale [...] en quelque distante région de la planète qu'elle se manifeste» (cité par C. Melnik, *La 3^e Rome*, p. 128). Et puis, et surtout, une telle conception du combat pour le socialisme est conforme à ce que stipule l'article 28 de la Constitution soviétique: «Assurer les conditions favorables à l'édification du communisme en

URSS, [...], renforcer les positions du socialisme mondial, soutenir la lutte des peuples pour leur libération nationale et leur progrès social».

On voit donc mal comment les opérations politico-militaires soviétiques de ces dernières années, de même que certaines ripostes, musclées ou non, des Etats-Unis, pourraient confirmer les propos optimistes de Claude Monnier selon qui «les grandes puissances [...] interviennent en réalité de moins en moins». Au contraire, l'interventionnisme, quelle qu'en soit la forme (militaire, diplomatique, économique, idéologique, subversive), est plus que jamais un élément essentiel de la politique internationale que les circonstances et/ou la volonté de puissance imposent aux grands Etats dont la stratégie générale ne saurait être que mondiale en cette fin du XX^e siècle. Il est donc indispensable de rester sur ses gardes, de prendre toutes les mesures de défense adéquates et de ne jamais oublier que les enseignements rappelés par la *Pravda* du 16 août 1985 ne valent pas que pour les Soviétiques.

L. de M.